

raison à Bordiga, non sur ce fait mais sur une appréciation contenant la critique des faits de 1919 en Allemagne et consistant à élargir l'effort destructif du prolétariat avant des nouvelles batailles devant décider du sort de l'Etat prolétarien et de la révolution mondiale.

Nous essayerons dans cet article d'examiner l'évolution des positions de classe du prolétariat allemand, afin de mettre en évidence ces éléments de principe qui peuvent compléter l'apport des bolchéviks, critiquer leur décalque dans des situations nouvelles, contribuer à l'œuvre de critique générale des événements de l'après-guerre. **

Dans la Constitution de Weimar, article 165, se trouve le passage suivant : « Ouvriers et employés y collaboreront (dans les conseils ouvriers) sur un pied d'égalité, avec les employeurs, à la réglementation des questions de salaire et de travail, ainsi qu'au développement général économique des forces productives ». Ceci caractérise au mieux une période où la bourgeoisie allemande comprit qu'elle devait non seulement élargir son organisation politique jusqu'à la démocratie la plus extrême allant jusqu'à la reconnaissance des « Räte » (Conseils ouvriers), mais aussi donner aux ouvriers l'illusion de la puissance économique. De 1919 à 1923 le prolétariat eut l'impression d'être la force politique prédominante dans le Reich. Depuis la guerre les syndicats incorporés dans l'appareil étatique étaient devenus des piliers soutenant tout l'édifice capitaliste (1) et les seuls éléments pouvant faire converger les efforts prolétariens vers la reconstruction de l'économie allemande et d'un appareil de domination capitaliste stable. La démocratie bourgeoise revendiquée par la social-démocratie, s'avéra être ici le seul moyen d'empêcher l'évolution révolutionnaire de la lutte ouvrière qui fut aiguillée vers un pouvoir politique dirigé en fait par la bourgeoisie bénéficiant de l'appui des syndicats pour remettre à flot l'industrie. C'est l'époque où fleurit « la première législation sociale du monde », les contrats collectifs du travail, les cellules d'entreprises qui parfois tendent à s'op-

(1) Voir à ce propos le livre du très réactionnaire M. Pierre Musat : « De Marx à Hitler ».

poser aux syndicats réformistes ou arriver à concentrer l'effort révolutionnaire des prolétaires comme par exemple dans la Rhur en 1921-1922.

La reconstruction de l'économie allemande s'effectuant parmi cette efflorescence de libertés et de droits ouvriers aboutit, comme on sait, à l'inflation de 1923 où s'exprima en même temps que les difficultés pour un capitalisme vaincu et terriblement appauvri de remettre en marche son appareil de production, la réaction d'un prolétariat voyant son salaire nominal, sa législation sociale « kolossale », son semblant de pouvoir politique, réduits à moins que rien. Si le prolétariat allemand fut battu en 1923, malgré les « gouvernements ouvriers » de « Saxe », de Thuringe, un P. C. très influent et non gangrené par le centrisme, dirigé au surplus par d'anciens spartakistes, si malgré toutes les circonstances favorables découlant des difficultés de l'impérialisme allemand la victoire fit défaut, il faut en rechercher les causes à Moscou, dans les thèses des IIIe et IVe Congrès acceptées par les spartakistes et qui loin de compléter le « Programme de Spartakus » de 1919 se situent en deçà de celui-ci. Malgré ses rares équivoques le discours de Rosa contient une négation farouche des forces démocratiques du capitalisme, une perspective de révolution économique en même temps que politique et non de vagues « gouvernements ouvriers » et des fronts uniques avec des partis contre-révolutionnaires.

A notre avis, la défaite de 1923 est la réponse des événements à la stagnation de la pensée critique du communisme recalcant au lieu d'innover, se refusant à retirer de la réalité des règles programmatiques nouvelles, alors que le capitalisme mondial occupant la Rhur en ce moment venait objectivement, à l'aide de la bourgeoisie allemande en déterminant une vague de nationalisme susceptible de canaliser ou du moins de brouiller la conscience des ouvriers et même des dirigeants du P. C.

Une fois passé ce cap dangereux, le capitalisme allemand bénéficia enfin de l'aide financière de pays tels les U. S. A. convaincus de la disparition momentanée de tout danger révolutionnaire. C'est alors l'époque d'un mouvement de concentration et de centralisation industriel-

les et financières sans précédent, sur la base d'une rationalisation effrénée, pendant que Stresemann succède à la série de gouvernements socialistes ou socialisant. La social-démocratie appuya cette consolidation structurelle d'un capitalisme cherchant dans son organisation disciplinaire la force de tenir tête à ses adversaires de Versailles, et agita devant les ouvriers le mythe de la démocratie économique, de la sauvegarde de l'industrie nationale, de l'avantage à traiter avec quelques patrons seulement, des promesses socialistes posées par ceux-ci.

En 1925-26, jusqu'aux premiers symptômes de la crise mondiale, le mouvement d'organisation de l'économie allemande va croissant sans cesse. On pourrait presque dire que le capitalisme allemand qui put tenir tête au monde entier grâce à ses forces industrielles et à la militarisation d'un appareil économique fabuleusement puissant, a poursuivi, après les remous sociaux de l'après-guerre, son organisation économique ultra centraliste indispensable dans la phase des guerres interimpérialistes, en reprenant sous le fouet des difficultés mondiales le chemin de l'organisation économique de guerre. Dès 1926 se constituent les grands Konzern du Stahlverein, de l'I. G. Farbenindustrie, le Konzern d'électricité Siemens, l'Allgemeine Elektrizität Gesellschaft dont la constitution est d'ailleurs facilitée par l'inflation et la hausse des valeurs industrielles qui en résulta.

Déjà avant la guerre l'organisation économique en Allemagne, les Cartels, les Konzerns, la fusion du capital financier et industriel, avait atteint un degré supérieur. Mais dès 1926 se mouvement s'accéléra et des Konzerns tels ceux de Thyssens, la Rheinlbe-Union, Phoenix, Rheinische Stahlwerke, fusionnent et forment le Stahlverein qui contrôlera l'industrie charbonnière et tous ses sous-produits ; la métallurgie et tous ce qui s'y rattache. On substituera aux fours Thomas nécessitant du minerais de fer (que l'Allemagne perd avec la Lorraine et la Haute-Silésie) des fours Siemens-Martin pouvant employer de la ferraille.

Ces Konzerns contrôlent bientôt rigoureusement et sévèrement toute l'économie allemande et s'érigent comme une digue contre laquelle le prolétariat va se casser les reins ; leur développement est accéléré par les investissements de capi-

taux américains et en partie par les commandes russes. Mais dès ce moment le prolétariat, qui avec 1923 a perdu ses illusions quant à sa puissance politique réelle, va être entraîné dans une lutte décisive. La social-démocratie soutient le capitalisme allemand, démontre que les Konzerns sont des embryons socialistes et prône les contrats collectifs liés à la conciliation, chemin menant vers une démocratie économique. Le P. C. subit sa « bolchevisation », qui, aboutissant au « social-fascisme » coïncidera avec la réalisation des plans quinquennaux en Russie, mais le conduira à jouer un rôle analogue — non identique — à celui de la social-démocratie.

Pourtant, c'est dès cette époque de rationalisation, de constitution de gigantesques Konzerns qu'apparaissent en Allemagne les bases économiques et les nécessités sociales de l'avènement du fascisme en 1933. La concentration accentuée des masses prolétariennes consécutive aux tendances capitalistes, une législation sociale jetée en pâture pour éviter des mouvements révolutionnaires dangereux, mais trop coûteuse, un chômage permanent troublant les rapports sociaux, de lourdes charges extérieures (Réparations) nécessitant des attaques continues contre les salaires déjà fort bas depuis l'inflation. Ce qui appelait surtout la domination du fascisme c'était la menace qu'avait représenté dans l'après-guerre — et que représentait — le prolétariat — menace dont le capitalisme put se sauver grâce au répit de la social-démocratie mais qui demandait une structure politique correspondante à la concentration disciplinaire effectuée sur le terrain économique. De même que l'unification du Reich fut précédée par une concentration et centralisation industrielles en 1865-7 (1), l'avènement du fascisme fut précédé par une réorganisation hautement impérialiste de l'économie allemande nécessaire pour sauver l'ensemble de la classe acculée par Versailles. Quand on parle aujourd'hui des interventions économiques du fascisme, de « son » économie dirigée, « son » autarchie, on défigure passablement la réalité. Il repré-

(1) P. Benaerts dans son livre « Les origines de la grande industrie allemande », montre clairement cette phase de formation du capitalisme allemand.